M 1669 - N° 926 - 12 F - octobre 1993 - ISSN 0398 - 2076

LA GRANDE RELÈVE

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

23 851 demandeurs d'emploi fin mars en Côte-d'Or

D'après la direction départementale du Travail et de l'Emploi, la Côte-d'Or comptait, à la fin du mois de mars, 23 851 demandeurs d'emploi soit une hausse de 13 % en un an. La proportion des jeunes de moins de 25 ans diminue par rapport à mars 1991 alors que celle des demandeurs d'emploi de longue durée augmente d'un point. Le taux de chômage augmente par rapport au mois précédent et représente 9,3 % de la population active. En mars 1991, le taux de chômage était de 8,3 %.

Economie Bourgogne

Les chaussures Cendry (Dijon) vendues au groupe Bonus

Une cinquantaine d'emplois supprimés dans l'agglomération

HOOVER

700 EMPLOIS

Montceau-les-Mines

Entreprise Blanchard : soixante-huit licenciements

Le chômage d'abondance

Chômage en mars : 80 403 demandeurs d'emploi en Bourgogne

La fermeture de l'usine de Dijon

Les syndicats français d'Hoover mettent en cause les erreurs du groupe américain Maytag

Hoover à Longvic : C'est bel et bien fini

L'usine de Dijon sera bien fermée au profit de celle d'Ecosse

« Nous, on n'est que des objets »

A l'usine de Longvic, le personnel est sous le choc

Le plan social comme planche de salut

Jean-François Bazin dévoile « son » plan

Le « nouveau testament » de la Bourgogne

la crise en Bourgogne, comme ailleurs...

M 1669 - 926 - 12,00 F

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Recherche et documentation :
René MARLIN

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME

*

Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas renvoyés.

*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N° 57434.

diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France .....120 FF
Abonnement d'essai (6 mois) .....70 FF
Abonnement de soutien..... 170 FF
Abonnement de propagande : . 5 n° mensuels .195 FF
.....10 n° mensuels. 245 FF
Etranger.....155 FF
(Par avion, nous consulter)

Règlements :
par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VESINET

*

Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

AU SOMMAIRE DE CE N° 926:

* **ÉDITORIAL :**

page 3 un exercice de rentrée,
par M-L Duboin.

* **BOURGOGNE,**
un exemple parmi tant d'autres :

page 4 une région sinistrée,
quelques chiffres,
page 5 un peu d'histoire et de géographie,
par Lucien.

* **RÉFLEXIONS :**

page 6 manque d'imagination, désinformation
par J-P Mon.

page 8 quelle abondance?
par A. Renard.

page 9 lettre ouverte aux chômeurs,
par J.Emery.

* **ACTUALITÉ :**

page 10 Balladur et Seguin,
par R.Marlin.

* **TRIBUNE LIBRE :**

page 12 le désarmement unilatéral,
par A.Weiss et F.Martinez.

* **COURRIER DES LECTEURS**
page 14

* **L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE**

résumé en quelques lignes, pages 15 et 16

Téléphone : **les mardi et jeudi,**
l'après-midi seulement, **(16) 1 30 71 58 04**
Minitel : 36 14 code CHEZ * REIN.

Bienvenue à nos nouveaux lecteurs !

Un numéro hors série leur est destiné, résumant nos thèses, afin de les aider à comprendre sur quelles bases sont fondées les analyses de l'actualité que nous proposons chaque mois dans nos colonnes.

A ces analyses nous ajoutons régulièrement les réflexions personnelles qu'elles suscitent de la part de nos abonnés, et qui nous les adressent pour publication. Nous tenons en effet à ce que ce journal soit une tribune qui permette à ses lecteurs de réfléchir et débattre entre eux, c'est la raison pour laquelle nous donnons aussi le plus de place possible à nos rubriques "Tribune libre" et "Courrier des lecteurs" .

Nous ne sommes pas des journalistes professionnels, mais des gens qui enragent de voir tout ce qui est humainement et objectivement possible et qu'on ne fait pas, faute, peut-être, d'y avoir pensé. Alors nous essayons, avec nos modestes moyens et toute notre bonne volonté, d'amener à ces réflexions le plus de monde possible.

Merci de vous associer à nos efforts pour un monde meilleur et plus humain.

La directrice du journal.

———————————————————————

Voir en page 16 la liste des ouvrages et documents qui sont disponibles, parmi ceux que nous avons publiés.

exercice de rentrée

par Marie-Louise DUBOIN

Voici, en cette période de rentrées scolaires, un problème que nous proposons à nos lecteurs :

Prenez une région de France, analysez-en *objectivement* toutes les possibilités économiques, et dites si oui ou non cette région possède les moyens matériels et humains pour fournir de quoi vivre correctement à tous ses habitants.

Si votre réponse est OUI, et si vous constatez que la plupart des habitants de la région que vous avez étudiée se plaignent de "la crise", cherchez-en la cause. Vous aurez montré qu'elle n'est ni dans les moyens matériels ni dans les moyens humains. Cherchez donc ce qui bloque les possibilités objectives, physiques, ce qui les soumet à des contraintes artificielles, et condamne les agents économiques à fonctionner non pas pour satisfaire les besoins normaux de la population, mais pour obéir à des critères qui n'ont plus rien à voir avec ces besoins réels, humains.

Vous comprendrez ainsi qu'elle se situe du côté des règles économico-financières en usage. Ceci vous donnera, j'espère, envie de les remettre en cause et de réfléchir à celles qui conviendraient pour mettre les moyens qui existent à la disposition de ceux qui en ont besoin.
Ne devrait-ce pas être le seul but de l'économie ?

un exemple,
parmi tant d'autres

A la demande d'un de nos lecteurs de Dijon, qui pense sans doute que ses voisins réfléchissent plus volontiers que les autres, nous avons choisi la Bourgogne comme exemple dans les pages qui suivent, et demandé à un spécialiste, notre ami Lucien, de rédiger un résumé très court des possibilités économiques de cette région. Nous comptons sur les lecteurs pour aller plus avant dans les détails, évaluer ce que la terre peut fournir de produits (légumes, céréales, volailles, viandes, produits laitiers, etc.), ce que les usines qui existent peuvent fabriquer et quels sont les moyens humains nécessaires pour que tout ce potentiel tourne à plein rendement. En regard de ces possibilités naturelles, physiques, humaines, quels sont les besoins des habitants et quelle est leur situation ? Notre page de couverture rassemble quelques annonces récentes qui nous ont été envoyées, découpées dans la presse locale : fermetures d'usines, dégraissages et autres évènements d'actualité, mais nous n'avons pas la place de rapporter sur tout ce qui ne "va plus", sur tous les licenciements, les destructions de produits invendus, les restrictions de productions agricoles (quotas, gels de terres) et nous n'abordons même pas le chapitre des productions inutiles ou nuisibles qu'on ne fait que pour "gagner de l'argent", sans souci de leurs retombées. Le nombre de chômeurs est officiellement évalué, mais combien de gens de cette riche région se sentent exclus, vivent sans domicile fixe ou dans des conditions précaires, insalubres, avec seulement le RMI ou moins que le SMIC, bref, ***vivent dans la misère dans une région qui peut produire en abondance*** ?

Pourquoi,
puisque désormais,
les moyens existent ?

Parce que "les règles du jeu" dites "lois" économiques, sont totalement à repenser : il faut tenir compte du fait que les conditions de production n'ont plus rien à voir avec celles du passé, quand le plein emploi de tous, à temps plein, était nécessaire, possible, et dispensait convenablement, par les salaires, un certain pouvoir d'achat à tous les actifs. Non seulement il est urgent d'inventer de nouveaux moyens d'accès aux produits que font pour nous les machines, et c'est ce que nous proposons sous la forme d'une monnaie de consommation, gagée sur la production. Mais il faut aussi s'ouvrir à une nouvelle culture, celle d'un monde où l'emploi ("le travail contraint") n'est plus la base de toute reconnaissance sociale et où l'activité peut apporter un enrichissement qui ne se mesure pas en dollars !

Nouveaux lecteurs, Bourguignons qui nous découvrez, aidez-nous à faire évoluer les mentalités dans ce sens ! Il y a plus de soixante ans que nous avons prévu la situation actuelle, ***agissez maintenant avec nous pour qu'elle ne s'aggrave pas encore !***

septembre 1993 :
150.000 emplois supprimés en Europe, en quinze jours…

un exemple parmi tant d'autres…

une région sinistrée

«Il a tout pour réussir…»

Dans notre dernier numéro, nous avons raillé quelques journalistes qui, avec une grande aisance, emploient ce genre d'expression à tout propos et notamment pour certains pays d'un tiers-monde que le système libéral a implacablement ruinés.

Reconnaissons toutefois que, tant qu'il s'agissait de pays éloignés, l'on ne réagissait pas trop, l'homme est ainsi conçu qu'il ne se sent concerné que par des faits qui le touchent de près.

Essayons donc de regarder plus près de nous. La France, de son côté, n'a-t-elle pas tout pour réussir ? Et voyez-vous le résultat qui s'étend sous vos yeux ? Car, à présent, le même système qui, autrefois, a si bien réussi à exporter la guerre et la misère vers de lointains horizons commence à s'en prendre à nos provinces. A cet égard, l'exemple de la Bourgogne, qui est loin, au demeurant, d'être la plus défavorisée de nos régions [1] est suffisamment probant. Il suffit de parcourir la presse régionale[2] pour prendre toute la mesure des ravages occasionnés par la crise. La récente affaire Hoover qui a défrayé la presse nationale ne représente que la partie émergée d'un iceberg, d'une montagne de faillites ; il convient néanmoins d'en rappeler brièvement l'histoire.

En juin 1992, la Direction de Hoover, l'un des principaux fabricants mondiaux d'aspirateurs, annonçait son intention de procéder à une étude de rationalisation des sites européens. Trois unités étaient con-cernées : celle de Cambuslang en Ecosse, celle de Merthyr au Pays de Galles et celle de Longvic en Côte-d'Or. Un an plus tard, le résultat de cette étude tombait comme un couperet : la fermeture du site de Longvic et le transfert des activités en Ecosse étaient arrêtés. En fait, certains indices laissent à penser que la décision était prise depuis longtemps. Ce serait, en dernier ressort, la taille de l'unité écossaise, mais surtout des coûts salariaux inférieurs d'un tiers aux coûts français qui l'auraient emporté. De plus, l'on apprenait que la Direction de Hoover, en faisant miroiter la création de quelques centaines d'emplois supplémentaires sur le site écossais, avait négocié avec le syndicat britannique des travailleurs de l'électro-ménager divers aménagements qui représentaient, en fait, d'importants reculs sociaux, de véritables renoncements : gel des salaires jusqu'au 1er janvier 1994, augmentation de la durée hebdomadaire de travail, limitation de la représentation syndicale à un délégué pour 70 salariés, non-application pour les nouveaux embauchés du régime des pensions de l'entreprise, etc. L'expression de dumping social avait même été employée à ce sujet.

Mais, comme nous l'évoquons plus haut, l'affaire Hoover ne représente qu'un exemple : il faudrait également citer le rachat de la société Cendry par le groupe Bonus installé à Nancy : la fermeture du siège et de l'entrepôt de Marsannay-la-Côte entraine la suppression d'une cinquantaine d'emplois. A Montceau-les-Mines, c'est l'entreprise Blanchard (chaussettes de sport), autrefois l'une des plus importantes de la région, qui, après son rachat, annonce le licenciement de 68 personnes. Il y a aussi les dossiers brûlants de la SEITA, de Thomson, de Vallourec…

Fin mars 1993, selon la direction Régionale du Travail, la Bourgogne comptait 80.403 demandeurs d'emplois inscrits à l'ANPE, soit une progression de 0,7 % *par rapport au mois précédent*. Le seul département de la Côte-d'Or comptait à cette date 24.152 demandeurs d'emplois. Depuis, la situation n'a fait qu'empirer. Si les demandes d'emplois se mesurent en milliers, les offres, elles, se comptent en centaines…

Sur la responsabilité de cette crise dramatique, les grandes organisations institutionnelles ne cessent de chercher des coupables. Ainsi, pour l'affaire Hoover, *Le Monde* du 18-7-1993 nous apprend que les syndicats français mettent en cause les *erreurs de gestion* du groupe américain Maytag (la maison-mère de Hoover). D'un point de vue général, les gran-des organisations politiques ne cessent de se rejeter la balle : on accuse qui l'incurie de la droite, qui l'incompétence de la gauche. … On fait bien la même chose avec le tiers-monde : on y accuse par exemple les dirigeants de mauvaise ges-

Quelques chiffres

La Bourgogne est une région administrative regroupant les départements de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne. Sa population est de 1.609.000 habitants et sa superficie de 31.592 km2. La densité de peuplement (51h/km2) est de moitié inférieure à la densité française.

Pour beaucoup, la Bourgogne est un vignoble : celui-ci ne représente pourtant que 1 % (37.500 ha) de la superficie ; il produit annuellement 1.800.000 hectolitres de vin dont 200.000 de crus de réputation mondiale. L'agriculture produit également des céréales et du lait. Comme dans tout le restant de la France, elle est en crise du fait de l'effondrement des cours.

Les principales agglomérations de la région sont Dijon, Chalon-sur-Saône, Montceau-les-Mines et le Creusot. Toutes les agglomérations précitées perdent de la population ou stagnent, à part la principale, Dijon, ville universitaire, pas très industrialisée (les emplois y relèvent surtout du secteur tertiaire, public et privé).

Du point de vue de l'emploi, la Bourgogne (taux de chômage en 1992 : 9,7 %) apparaît légèrement favorisée par rapport à l'ensemble de la France (taux de chômage : 10,3 %).

Chiffres provenant de l'Etat de la France 93/94 et de la France en chiffres (Hatier)

tion, voire de corruption, comme si l'on était moins corrompu sous nos latitudes.
Il faudra bien, tôt ou tard, cesser de tourner autour du pot et se rendre compte que c'est tout ce système basé sur la concurrence et sur la vénalisation universelle qui est en train de corrompre et de dévorer l'homme. Il faudra bien, tôt ou tard, regarder la réalité en face et avancer des propositions concrètes.
Les solutions existent et nous les connaissons : elles passent par la solidarité, la coopération, par l'*économie distributive* et non par la concurrence et l'économie capitaliste.

un peu d'histoire et de géographie :

Richesses passées et présentes

Connue de tous par son grand vignoble prestigieux, la Bourgogne doit son nom aux Burgondes, peuple d'origine germanique qui s'établit dans cette partie de la Gaule au Vème siècle. Du traité de Verdun (843) qui démembra en trois parties l'empire carolingien, il reste la séparation entre l'actuelle région Bourgogne qui s'étend approximativement sur l'ancien duché de Bourgogne et qui relevait de la mouvance du royaume de France (annexé à celui-ci à la fin du XVème siècle) et l'actuelle Franche-Comté, à l'Est, qui correspond à peu près à l'ancien Comté de Bourgogne, annexé à la France sous Louis XIV.
Construction d'origine politique, la Bourgogne a des limites périphériques plutôt floues. Son cœur historique correspond à l'actuel département de la Côte-d'Or. Elle s'étend sur des paysages très variés (Morvan, Plateau de Langres, vignobles de Côte-d'Or, plaine de la Saône, etc) ce qui fait au bout du compte de nombreux atouts dans beaucoup de domaines économiques, notamment agricoles et touristiques.
Cette région fut, depuis la romanisation jusqu'à notre époque, une grande région carrefour en Europe occidentale. Comme la Champagne, la Bourgogne connaissait au Moyen-Age des foires très actives, par exemple celle de Chalon-sur-Saône. A cette période, la Bourgogne unissait les deux pôles économiques les plus actifs en Europe : l'Italie et la Flandre. Ce grand axe économique faillit trouver une concrétisation politique au XVème siècle dans un grand Etat situé entre le royaume de France et l'empire germanique.
Du Xème au XVème siècle, la Bourgogne connut en effet une expansion remarquable. Les nombreux monuments et vestiges historiques témoignent de cette richesse : abbayes ou églises romanes de Vézelay, de Fontenay, d'Auxerre, l'église gothique de Dijon, l'hospice de Beaune dû au Chancelier Rolin, grand conseiller et banquier des ducs de Bourgogne. L'église de Cluny (Cluny III) consacrée en 1095, resta pendant plusieurs siècles, jusqu'à la construction de Saint-Pierre-de Rome, la plus vaste du monde. Elle fut rachetée en 1798 par un marchand de biens de Mâcon qui en entreprit la démolition, jusqu'en 1823, pour l'utilisation de ses pierres pour une opération immobilière : elle fut donc victime d'un mercantilisme étroit.
Avant même la révolution industrielle, depuis l'époque romaine, la Bourgogne avait déjà une assez importante industrie métallurgique basée sur l'exploitation des forêts et du fer bourguignon. C'est ainsi qu'en 1792, il y avait 200 établissements métallurgiques et en 1832, 85 mines en activité [1]. Entre 1830 et 1880, le développement du chemin de fer eut comme conséquence une exploitation importante des forêts qui fournissaient la matière première, pour les traverses des voies ferrées et l'énergie.

la révolution industrielle

Cependant dès la deuxième moitié du XIXème siècle, la concurrence des autres régions charbonnières entraîna la fermeture de la plupart des établissements et des mines. Seul le Creusot et ses environs résistent. En 1836, sous l'impulsion des frères Schneider, le Creusot se développe comme une grosse cité industrieuse. L'invention du marteau-pilon en 1847, au Creusot, permet l'usinage de très grosses pièces pour les chemins de fer et l'armement. En 1970, après fusion avec une autre société, le groupe donne naissance à Creusot-Loire. Mais la crise commencée dans les années 70 rattrapa la société qui déposa son bilan en 1984. Depuis, le potentiel industriel a été repris par d'autres grands groupes.

et en Franche-Comté

Sa voisine de l'Est ne manque pas non plus d'industrie, loin de là. C'est même la première région par habitant pour les emplois industriels. Citons le groupe Peugeot à Sochaux et Montbéliard, Alsthom à Belfort. Mais ces grosses sociétés industrielles apparaissent comme des monolithes bien fragiles dans un tissu d'emplois bien lâche. Par ailleurs, cette région connaît des activités traditionnelles de grande précision : lunetterie, jouets, montres électroniques.

En conclusion

"Délocalisations", *"dégraissages"*, effondrement des prix agricoles, l'emploi dans tous les secteurs se maintient avec peine aujourd'hui. Avec entre 9 et 10 % de leur population active au chômage, ces deux régions se situent, malgré tous leurs atouts géographiques et historiques, dans la moyenne française.
Pourtant riches de vieilles traditions sociales, rappelons la lutte originale que tinrent pendant des années les employés de LIP, dans les années 1973 et suivantes, les Bourguignons et Francs-Comtois n'ont pas dit leur dernier mot.

Lucien

---

1 J-P. Regad-Pellagru, *L'économie de la Bourgogne*, Ed. Ellipses, p. 29.

manque d'imagination et désinformation

par Jean-Pierre MON

Comme toutes les régions de France, d'Europe et du monde occidental[1], la Bourgogne est touchée par un chômage sans cesse croissant (mais, peut-être moins que d'autres provinces). Quoi qu'il en soit, et tout à fait dans leur rôle, les diverses collectivités territoriales, municipalités, département, région, et plus généralement tout ce qui a, ou qui croit avoir, un certain pouvoir économique (Chambre de commerce et d'industrie, Chambre agricole, Commission économique et sociale, syndicats…) s'ingénient à trouver des solutions pour maintenir, voire créer des emplois. Mais, en Bourgogne, comme partout ailleurs, l'imagination fait défaut. Les remèdes qu'on essaie de mettre en œuvre reposent sur des doctrines économiques conçues pour d'autres modes de production. Il est donc vain d'espérer qu'ils permettront de résoudre la crise, même à plus ou moins long terme.

vieilles lunes et dérapages

C'est ainsi, par exemple, que le président du Conseil Régional, constatant que *jamais dans son histoire, la Bourgogne n'a connu de crise aussi grave*, propose un plan comportant cinq "clés" qu'un journaliste n'hésite pas à qualifier de **Nouveau testament de la Bourgogne**". Ces cinq "clés" sont : l'adaptation au changement, la politique du développement, la politique du territoire, la politique du patrimoine et la politique de l'ouverture. Titres très généraux et prometteurs qu'on doit retrouver dans tous les plans régionaux mais qui, à l'examen, se révèlent totalement inefficaces. Citons pêle-mêle : *éducation et formation, en lien avec l'emploi, ont un rôle capital dans l'aménagement du territoire et doivent aboutir à un "plan de réussite scolaire"*. (Comme si ça n'était pas naturel !). *Il faut développer le réseau de transfert technologique et aider l'agriculture et l'élevage à réaliser leur modernisation*. (Bien sûr qu'il faut le faire, mais il faut aussi dire honnêtement que ça ne créera pas d'emplois, bien au contraire.) *En ce qui concerne la recherche et les formations supérieures, le plan prévoit la croissance des pôles d'excellence de la recherche bourguignonne, l'accueil de grandes écoles…* (Comme si tous les pôles de recherche n'étaient pas, par définition, excellents et comme s'il y avait de petites écoles !). Pour l'industrialisation *il faut savoir anticiper les changements. Chaque ville doit être leader* (Il n'y a donc que des premiers !) et pourtant il y a des villes de seconde zone puisque *une politique doit être définie pour les villes d'appui avec le minimum vital d'équipements et services de proximité…* (Pourquoi un minimum?). Si on ajoute qu'il faut développer les transports ferroviaires et fluviaux et *affirmer la présence de la Bourgogne en France, en Europe et dans le monde*, vous saurez presque tout sur le plan de développement de la Bourgogne.

Mais, plus graves que ces banalités, il y a les dérapages auxquels s'abandonne J.L. Syren (Université de Bourgogne) dans son article intitulé "**Le chômage d'abondance**". Pour nous, abondancistes, un tel titre ne pouvait que nous réjouir, mais tel n'est pas le cas de M.Syren qui s'étonne (*il faut se pincer pour y croire*, écrit-il) que le "gâteau national" ait augmenté de 60% depuis 1975 alors que le chômage faisait plus que tripler. Comme si ce n'était pas la conséquence prévisible et inéluctable du progrès scientifique et technologique !

Un peu plus loin, M.Syren nous ressort la tarte à la crème, l'exemple de l'Allemagne où *les salaires sont les plus élevés du monde et où on fabrique des Mercedes avec des turcs…(mais eux ont l'apprentissage), quand chez nous on accède à bac +2, voire +4 pour être au chômage…tout ça parce que la formation ne garantit pas le professionnalisme qui est ce qui manque le plus*.

M.Syren n'a pas de chance : Mercedes va supprimer 8.400 emplois en 1993 et 14.000 en 1994, puis délocalisera une partie de sa production à l'extérieur de l'Allemagne pour bénéficier d'une main d'œuvre moins coûteuse. L'automobile n'est d'ailleurs pas un cas particulier: 230.000 emplois ont été supprimés en six mois dans la métallurgie allemande. En fait, toutes les branches d'activité sont touchées. A tel point que *Der Spiegel*, journal qui ne passe pas pour être particulièrment gauchiste, publiait récemment un article intitulé : "**Des millions d'hommes sans perspectives**", dans lequel il explique pourquoi l'effondrement de l'emploi — et donc du modèle allemand — oblige hommes politiques, employeurs et syndicats à modifier leur façon de penser le travail. A défaut, d'imagination, M. Syren devrait au moins informer ses lecteurs et non les désinformer!

Revenant à l'article de M. Syren, nul doute aussi que les cadres et ingénieurs, qu'on licencie en nombre croissant chaque jour, seront heureux d'apprendre que, selon lui, ils manquent de professionnalisme ! Le discours, hélas classique, que tient M. Syren est néfaste parce qu'il laisse espérer qu'on peut trouver des solutions au problème du chômage tout en restant dans le système économique que nous subissons.

→

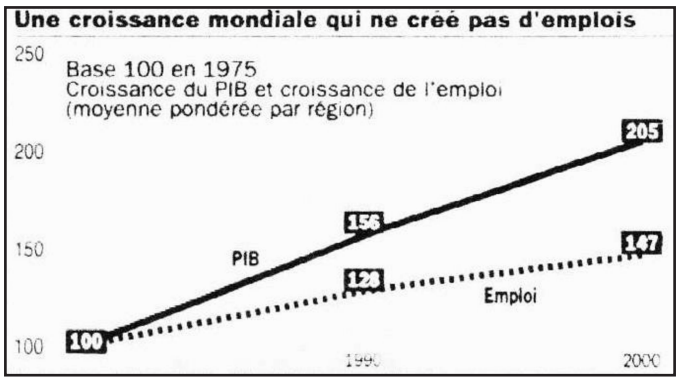
Erratum

Ce n'est pas à 3.200 exemplaires par trimestre, comme annoncé dans notre N°925, qu'est tirée la revue Mutualité Aviation*, dans laquelle B. Brentchaloff a fait passer une série d'articles, mais à 32.000 exemplaires.*

Nous multiplions par dix nos félicitations.

un phénomène mondial

Laisser croire que le chômage est un phénomène typiquement français, comme certains le proclament, et qu'il serait dû à l'inadaptation de notre système de formation n'est qu'une manipulation politique. Les suppressions d'emplois **dans les entreprises de haute technologie** touchent le monde industrialisé dans sa totalité : 90.000 chez IBM, 74.000 chez General Motors, 10.000 chez Kodak, pour ne citer que les plus importantes aux Etats-Unis; au 65.000 à British Telecom ; 40.000 chez Daimler-Benz, en Allemagne ; 33.000 chez NTT, au Japon… Ces licenciements dans de grandes compagnies multi-nationales se répercutent chez leurs sous-traitants qui, à leur tour, suppriment des milliers d'emplois. Un très grand nombre de licenciés sont des ingénieurs appartenant à des sociétés travaillant dans pratiquement toutes les branches d'activité, allant de la recherche et du développement à la production et à la gestion. Tout cela contribue au ralentissement général de l'activité économique. Il ne faudrait pourtant pas en conclure que la reprise, qu'on attend comme l'Arlésienne, ramènera le plein emploi. Tous les économistes sérieux savent à présent que la croissance, si elle reprend, se fera sans création d'emplois. Le quatrième rapport mondial sur le développement humain (Programme des Nations Unies pour le Développement), publié en mai dernier, met en évidence le **développement d'une croissance mondiale sans emploi** : au niveau de la planète, la richesse totale a progressé de 56% entre 1975 et 1990 tandis que l'emploi ne grandissait que de 28% (moitié moins) et rien ne laisse supposer que cette tendance va s'inverser (voir ci-dessous). Le PNUD appelle en conséquence



source : Desfosses

à une mutation en profondeur du temps de travail, passant par une semaine de quatre jours et l'interdiction des heures supplémentaires.

En fait, ce qui devrait étonner beaucoup plus M.Syren, c'est la surprenante hausse continue des principales Bourses mondiales qui accompagne la récession économique. N'y a-t-il pas là une contradiction fondamentale puisqu'on prétend que le comportement de la Bourse traduit fidèlement l'état de l'économie ? Est-il aussi tolérable qu'au nom de la sacro-sainte loi du marché, on laisse des spéculateurs (connus) mettre à mal les finances d'un grand pays comme la France, comme on l'a vu l'été dernier ?

Il faut aller plus loin

Dans une époque où le rôle du travail doit être totalement repensé, je crois qu'on est mieux armé pour affronter l'avenir si l'on possède la formation et la culture générale les plus étendues possible, ne serait-ce que pour trouver un autre sens à la vie en société ! Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Le travail n'est plus une valeur. Au lieu de dépenser vainement leur énergie pour donner à tous des emplois salariés, les gouvernants devraient s'efforcer de valoriser d'autres formes d'activité afin de permettre à chacun de s'identifier socialement. C'est le seul vrai problème auquel doivent s'attaquer sans plus tarder les gouvernements des pays industrialisés. Le travail, dans l'acception qu'on lui donnait jusqu'ici, n'a plus de sens. Il en faut en effet de moins en moins pour produire de plus en plus de biens et de services. **La machine économique est désormais capable de produire des richesses sans fournir d'emplois!** *Pour que les gens puissent acquérir ces richesses, encore faut-il qu'ils disposent de revenus*. Ces revenus étaient jusqu'ici principalement assurés par les salaires versés en échange d'un travail. Cet échange devenant maintenant de plus en plus difficile, il faut solvabiliser les gens autrement.

Quel que soit l'angle sous lequel on examine ce problème, on constate rapidement qu'il n'a de solution qu'en **économie distributive**[2]. Car enfin, puisque c'est désormais possible, n'est-il pas normal que tout individu qui vient au monde soit d'abord assuré d'avoir de quoi vivre? Et qu'il ait ensuite la liberté de définir lui-même le niveau de vie qui lui convient, pourvu qu'il s'engage, en *négociant* son *contrat civique*, à fournir aux autres la part de son activité jugée adaptée à son projet et aux besoins de la région où il vit ?

———

1. La Californie du Sud, tant enviée pour ses entreprises "High Tech", sa Silicon Valley et ses richesses agricoles, a un taux de chômage dépassant 13 % , bien supérieur au taux moyen des Etats-Unis !!

2 . Le résumé, très succinct, s'en trouve en pages 15 et 16 ci-dessous.

Souscription permanente

Pour que vive la Grande Relève

Mme Luce 500 - Mme Lahens 300 - J. Terrier 280 - J. Grouiller 100 - Mme Collet 80 - P. Moch 80 - A. Naude 480 - M. Cornavin 20 - M. Guillot (abonné depuis 1935) 500 - G. Jonard 80 - Mme Lahens 300 - M. Villiot 80 - J. Eveillé 50 - P. Ingrain 500 - Mme Gaidou 80 - H. Prothery 50 - V. Antoniuk 30 - Mme Kekenbosch 30

Total 3.540 F.

Merci à tous !

quelle abondance ?

par Aziz Renard

Philippe Van Paryis est un universitaire[1] belge qui, depuis quelques années, milite pour une proposition sociale à laquelle *la Grande Relève* a consacré une certaine publicité : *l'allocation universelle* .

Récemment, cependant, une assertion avancée par P.Van Paryis nous a interpellés : *Nous ne sommes pas en régime d'abondance et ne le serons jamais. La dynamique démographique et écologique à l'échelle planétaire est même telle qu'il y a de sérieuses raisons de croire que nous nous en éloignons tragiquement*[2].

Il est bien évident que nous ne pouvons que nous élever contre une telle assertion.

Paul Bairoch, historien de l'économie, appartenant à la prestigieuse École des Annales, est un spécialiste reconnu de la Révolution industrielle. Son ouvrage intitulé *le tiers-monde dans l'impasse*[3] est devenu un grand classique du genre. Citons-le : *En moins de deux siècles, le niveau de vie des pays touchés par la révolution industrielle se trouve multiplié par plus de 15, le volume des échanges internationaux par plus de 100 et* ***celui de la production mondiale de biens industriels par plus de 200***. Bairoch n'exagère pas : écoutons ce que dit l'économiste classique Robert Heilbroner *: Au cours des deux siècles qui se sont écoulés depuis la mort d'Adam Smith, le volume de la production industrielle mondiale a augmenté de plus de 500 fois. les deux tiers de cette augmentation sont survenus entre 1948 et 1971*[4] **.** Gageons que si le rythme de croissance de la production agricole a été plus sage que celui de l'industrie, c'est que la nécessité ne s'en est pas fait sentir : la population humaine ayant été multipliée par 5 ou 6 en deux siècles, il ne servait à rien de multiplier par 100 la production de céréales, de lait, de viande, malgré tout le gâchis qu'on peut en faire.

A présent, comparons les croissances démographique et économique. Si nous examinons de plus près les deux courbes correspondantes, leur divorce saute aux yeux : ici, pour l'industrie, un coefficient multiplicateur s'évaluant en centaines, là, pour la population, en quelques unités à peine. Une conclusion rapide pourrait nous laisser penser que chacun des cinq milliards du monde d'aujourd'hui est globalement une centaine de fois plus riche que son ancêtre d'il y a deux siècles, bref, que l'humanité entière nage dans l'abondance. Or, nous savons bien que cela n'est pas vrai. De ce point de vue, la première partie de la proposition précitée de P.Van Paryis nous apparaît évidente : *Nous ne sommes pas en régime d'abondance*.

Mais s'il y a tant de misère autour de nous, où est donc passée cette formidable croissance économique qui excède tant celle de la population ? Nous le savons bien : si le libéralisme est l'expression de cette formidable crise de croissance que représente pour l'humanité la révolution industrielle, le prix de cette même croissance est un formidable gaspillage civil et militaire. La croissance s'est en grande partie dissipée en guerres, en paperasse bureaucratique, en détérioration de l'environnement et autres gâchis de ce genre. Le système libéral est un peu comme le moteur à explosion, il est puissant, nerveux, mais il cogne, il consomme, il pollue, son rendement est mauvais : une grande partie de l'énergie consommée est perdue car elle se transforme en chaleur…

Examinons maintenant l'autre partie de la proposition de P.Van Paryis, car c'est ici que nous nous en désolidarisons. Il suggère, en effet, que nous ne serons *jamais* en régime d'abondance.

Pour ces deux derniers siècles de révolution industrielle, on estime que la croissance annuelle moyenne a été sensiblement de 3 %. C'est un taux que tout économiste classique juge raisonnable : au-dessus, on se dirige vers la *surchauffe*, en-dessous, vers la *récession*. Ce taux de 3% sur deux siècles donne bien un coefficient situé entre les estmations de Bairoch et Heilbroner : $(1,03)^{200} = 369$. Maintenant, essayons d'en faire une projection sur le futur. Supposons que le système libéral soit capable de fonctionner jusqu'à la fin du XXIème siècle. Nous aboutissons alors à un chiffre astronomique : $(1,03)^{300} = 7.098$: on multiplierait notre production par plus de 7.000 entre la fin du XVIIIème et celle du XXIème siècle ! Et nous savons que dans le même temps, la population humaine va cesser de croître, elle va même peut-être amorcer une décrue. Imaginons un instant le gaspilage civil et militaire, imaginons les traumatismes qu'il faudrait infliger à la nature, à l'homme lui-même, pour permettre à ce formidable phénomène de dissiper toute son énergie…

Nous savons bien que s'il en était capable, le système ne s'arrêterait pas à ces considérations d'ordre moral. Mais il n'y arrivera pas. A cause d'un ensemble de raisons socio-économiques que nous pouvons tous observer aujourd'hui, la croissance s'essouffle. Est-ce à dire, comme le suggère P.Van Paryis, que nous sommes condamnés à vivre dans le besoin ? Certainement pas. La croissance réalisée est amplement suffisante pour satisfaire les besoins de tous, mais le système libéral est incapable d'assumer cette tâche. Son rôle, qui était de faire croître les forces productives coûte que coûte, par la concurrence et l'exploitaton de l'homme par l'homme, est arrivé à son terme. Il appartiendra donc à l'économie distributive de recueillir cet héritage et de la faire fructifier pour l'humanité entière.

— — — —

1. Titulaire de la chair Hoover de l'Université Catholique de Louvain-la-Neuve

2 . dans *Partage* , n° 82, juin-juillet 1993

3 . Gallimard, 1971. (trois éditions successives en langue française, sept traductions différentes)

4 . R.L.Heilbroner, *le capitalisme, nature et logique*, Economica, 1986, p.142. L'auteur se réfère aux travaux de Rostov.

Chers amis chômeurs,

J'ai lu votre appel pour la préparation d'une très importante manifestation nationale. Enfin, les chômeurs prennent en mains leur propre destin ! Plus, ils peuvent, vous pouvez, devenir les artisans d'une Société nouvelle, car votre combat ne peut être que celui pour la *libération du monde du travail*, sinon ce serait encore une lutte sans lendemain.

Les États Généraux du chômage ? Il s'agira d'un gigantesque rassemblement, unique dans l'Histoire de France, dites-vous. Formidable ! Mais attention, amis chômeurs, au départ, il faut connaître l'objectif à atteindre. Si ce n'est que pour améliorer pour un temps, provisoirement, la situation des chômeurs dans le cadre de l'économie de marché, c'est une partie perdue d'avance. Si vous voyez au delà de la société actuelle en pleine faillite, si vous imaginez une société nouvelle **hors** du système marchand, alors **OUI** !

L'essentiel, car sinon tout risque de basculer dans l'incohérence, c'est d'abord de savoir "*Pourquoi tant de chômeurs ?* Le chômage, c'est *le remplacement de l'homme par la machine*. C'est dur à dire, mais *il faut le dire* : les entreprises n'ont plus besoin du personnel qu'elles licencient. A notre époque, la plus grande partie de la production est l'œuvre de machines supérieurement automatisées, informatisées, dans l'industrie et dans le secteur tertiaire, en particulier, mais il en est de même pour les productions agricoles, par suite des progrès considérables des techniques et des sciences.

Notre système économique est à bout de souffle à cause de la concurrence commerciale qui l'oblige à vendre toujours plus, toujours moins cher, donc d'abaisser toujours plus les coûts et par conséquent de moderniser toujours son outillage, donc de supprimer toujours plus de main-d'œuvre.

Processus irréversible. De là découle la diminution générale de la masse salariale, ce qui impose l'augmentation des charges sociales, lesquelles ne paient, d'ailleurs, que des indemnités de *survie*.. Et c'est la crise, cette crise qui dure depuis 20 ans, sans solution à l'horizon.

La faute à qui ? Mais *à notre système économique* , qui n'a d'autres possibilités que de vivre au jour le jour en appliquant des méthodes dépassées. Et cela, pour le malheur de tous. … Et ce n'est pas M. Edouard Balladur qui nous sortira d'affaire : avec toutes ses astuces monétaires, il nous promet que dans 15 ans (!) tout commencera à aller mieux… Sornettes ! La vérité, c'est que le système s'écroule, tel un vieil édifice qui se lézarde, en faisant entendre de bien sinistres craquements !

Chômeurs, il ne faut pas réfléchir longtemps pour comprendre que *l'économie marchande est condamnée*.

Alors, que faire ? Dans un premier temps, pour soulager les plus défavorisés, il faut instituer une monnaie (parallèle) pour compenser les salaires perdus, *une monnaie intérieure, une monnaie de consommation*. Ce sera l'amorce d'une mise en cause du système lui-même. Puis imaginer les structures nouvelles de société *hors du système marchand* . Et c'est possible, des études le montrent[1]. Raisonnement utopique ? L'utopie, c'est de croire encore à des solutions dans un système qui se meurt et contre lequel nous ne pouvons plus rien [2] : il est pris au piège de ses propres contradictions.

La tâche sera dure, très dure, face aux *"*grands argentiers*"* qui nous gouvernent, car ils soumettent à leurs "lois" nos représentants politiques.

Quoi qu'il en soit, le temps est venu d'un grand changement de société. Par la volonté de tous, mais par une action non violente, plus efficace que toute manifestation musclée sous l'empire de la colère.

Sinon, par ignorance, nous nous rendrions coupables des pires aventures, et le chaos est certain.

La réflexion, la raison, la volonté et la persévérance sont les garants des plus sûrs succès.

Amis chômeurs, vous qui êtes les premiers concernés, puis-je espérer recevoir, après étude, votre réponse à mes propos ?

D'avance, merci et bon courage.

Jean Emery

1.Lire et faire lire le mensuel *La Grande Relève*. **Conditions de vente spéciales aux chômeurs : BP 108, 78110 Le Vésinet.**
2.M.Mitterrand disant :*Tout a été essayé pour endiguer le mal…* résume bien l'impuissance du capitalisme, définitivement déstabilisé par la "révolution des techniques" dans tous les pays à productions automatisées.

Balladur et Séguin

par René Marlin

Le Premier Ministre s'est engagé à résoudre la quadrature du cercle. Insouciant des contradictions que cette promesse implique, il a expliqué aux téléspectateurs dans son interview télévisée du 12 août [1] et sa conférence de presse du 25 août, qu'il entendait conserver tous les avantages acquis, en instaurer d'autres, par exemple en abaissant l'impôt pour les moyens revenus et, pour cela, s'attaquer à la *spéculation* interne et internationale.

Les démagogues

Plus démagogue que moi, tu meurs. E.Balladur renchérit sur la recommandation de F.Mitterrand : il n'est pas question de toucher au SMIC. Il ne dit pas que la bonne habitude prise par les gouvernements PS d'augmenter, tous les ans, celui-ci un peu plus que la hausse de l'indice des prix a d'ores et déjà été abandonnée. Un SMIC qui se dévalue n'en étant plus un, les apparences seront sauves.

Les petits, moyens et grands patrons du commerce et de l'industrie qui constituent l'essentiel de la clientèle électorale de droite seront donc satisfaits puisqu'il parait que le salaire minimum est l'un des obstacles majeurs à la compétitivité des entreprises françaises. Comme les choses seraient plus aisées si l'on pouvait fabriquer et vendre sans verser de salaires, ni de charges sociales ou autres, ni d'impôts, bref si l'on pouvait en revenir au servage ou presque, ainsi que chez nos concurrents d'Extrême-Orient, de l'Inde ou de la CEI ! [2]

M. Balladur ne dit pas non plus, cela a été relevé par les seconds couteaux de l'opposition moribonde, H.Emmanueli et J.Glavany, comment il procédera pour abaisser le déficit budgétaire sans faire d'économies significatives et en diminuant les prélèvements fiscaux.

Il reste discret sur les moyens d'atteindre les critères de convergence [3] prévus par le traité de Maastricht dont tout le monde sait que seul le Luxembourg est en mesure de les réaliser. Même l'idée d'un retard du passage à la création de l'IME [4] prévu pour le 1er janvier 1994 ,à la monnaie unique, envisagé d'abord pour 1997 ou 1999, évoqué par le Chancelier Kohl, lui parait hors de propos. Et pourtant les derniers avatars monétaires nous éloignent considérablement du but qui devient totalement irréaliste.

La spéculation

Le chef de l'exécutif réprouve vertueusement ce qu'il s'obstine à nommer péjorativement la *spéculation* alors qu'il ne s'agit que du marché des changes, base du capitalisme monétaire. Bien sûr, les attaques contre le franc sont mal commodes lorsque l'on sait tous les sacrifices imposés à nos concitoyens pour en faire une monnaie forte à l'égal du mark. N'est-ce point là la preuve que, de plus en plus, ce sont les puissances financières qui gouvernent réellement et non les marionnettes que nous élisons et qui s'agitent vainement devant les écrans ?

Deux seuls nombres le montrent : les sommes échangées sur les places des changes sont en moyenne journellement de l'ordre de mille milliards de dollars [5] alors que les réserves des banques centrales d'Allemagne et de France sont chacune d'environ 30 milliards de dollars [6]. Comment, dès lors, faire croire que les Etats, à part peut-être les Etats-Unis et le Japon, restent encore maîtres de leur monnaie, même avec une Banque nationale *indépendante* ?

Donc E.Balladur est, comme le président de la République, contre la *bourse-casino* et voudrait bien maintenir les taux d'intérêt à un niveau compatible avec une dévaluation de fait modérée du franc. Le *marché* qui veut et obtiendra la baisse des taux lui a fait comprendre qu'il était le plus fort en provoquant une forte chute des valeurs *françaises* et en continuant à jouer contre le franc à partir du 12 août. Et ce n'est pas lorsqu'il affirme que les opérateurs adorent les monnaies flottantes qui leur assurent des gains substantiels qu'il s'assurera les faveurs des grands financiers. Ce n'est pas non plus lorsqu'il appelle à une réglementation internationale pour faire échec à la *spéculation*..., même avec le soutien de F.Mitterrand…

La réserve

Le premier ministre de réserve, P.Séguin, nous avait laissé espérer de la lucidité lorsqu'il a été l'un des premiers hommes politiques à reconnaître que le chômage actuel est non pas conjoncturel, mais structurel. Au cours de son intervention récente devant le Forum du Futur, relevée dans l'éditorial et le courrier de notre dernier numéro [7], il regrette que le chômage ne soit pas réellement la préoccupation dominante de nos gouvernants. Toute la partie analytique de son exposé est remarquable et se rapproche de nos thèses, mais les solutions qu'ils préconisent sont extrêmement décevantes, comme vont l'être sûrement celles du *plan quinquennal pour l'emploi* du ministre du Travail, M.Giraud, que nous ne connaissons que dans les grandes lignes au moment où nous écrivons.

P.Séguin reconnaît, c'est vrai, la faillite *d'une approche dont nous étions tous solidaires depuis de nombreuses années,* c'est-à-dire, si nous avons bien compris, de l'ultra-libéralisme. Il demande, un bon point pour lui, d'améliorer la *solvabilité de la demande*. Il réaffirme, dans sa conclusion, son appel à ce qu'il croit être *une véritable révolution culturelle* pour éviter ce qu'il dénonce comme *un Munich social.* On le voit, l'emphase et les références médiatiques à l'Histoire font partie de la campagne menée par le président (en rupture de réserve) de l'Assemblée Nationale. Il prend la tête d'une croisade pour *une société solidaire et juste où le repli sur soi céderait devant une intégration maîtrisée et raison-*

née dans l'économie mondiale, où le chômage serait ramené à un phénomène marginal au lieu d'être édifié en norme… En somme pour un capitalisme qui ne serait pas capitaliste, car débarrassé de ses tares congénitales.

Les emplois

Notre croisé ne craint pas de renier les thèses de la droite, il propose le rétablissement sous une forme peu différente ,de l'autorisation de licenciement ! Il prône les subventions étatiques aux entreprises déficitaires pourvu qu'elles offrent des emplois et *rendent un service suffisamment utile pour que les usagers acceptent librement de payer une bonne partie des coûts de production.* Il dénonce l'attitude des dirigeants de la SNCF à travers l'exemple caricatural de Socrate, oubliant que si l'entreprise publique en est arrivée là c'est, il est vrai à cause de l'achat inconsidéré de ce système informatique à une société américaine de transports aériens, mais aussi parce que l'entreprise publique avait été mise en demeure par tous les gouvernements successifs d'équilibrer ses comptes. Elle n'avait donc vu son salut, à terme, qu'à travers l'automatisation de la réservation. Cela amène l'auteur à déclarer qu*'en chassant les hommes pour les remplacer par des machines, nos sociétés réalisent une opération blanche sur le plan financier, car les gains de productivité sont annulés par des pertes de recettes et les augmentations de dépenses publiques générées par l'inemploi* ce qui n'est d'ailleurs pas spécial aux entreprises publiques mais là, M. Séguin acceptera probablement le déficit au nom de la nationalisation des pertes et la privatisation des bénéfices.

Toujours entraîné par sa recherche effrénée de *"gisements d'emplois"*, il demande la multiplication des petits boulots, même les plus dévalorisants : le rétablissement des pompistes (comme P.Bérégovoy), des poinçonneurs de métro (comme J.Chirac) etc. Si J.Duboin vivait encore, il aurait pu lui rappeler sa proposition de munir les ouvriers des travaux publics d'une petite cuillère au lieu d'une excavatrice pour multiplier le nombre des salariés. Le président en revient somme toute aux Ateliers Nationaux de L.Blanc (1848) !

Les échanges

Balladur et Mitterrand restent de farouches partisans de l'Europe de Maastricht. Séguin en demeure l'adversaire mais, comme eux, il est européen. Il dénonce toutefois l'Europe mercantile, celle des juristes et des technocrates. Bien au-delà, il s'insurge contre la dérèglementation des flux financiers, puis commerciaux et le dumping social et monétaire des Nouveaux Pays Industriels d'Extrême-Orient. Il envisage des taxes compensatoires au cas où ce dumping ne cesserait pas. Il regrette les capacités supplémentaires de production libérées par l'effondrement du système communiste à l'Est ; mais n'explique pas comment tous ces pays doivent se comporter pour défendre leurs exportations et assurer une progression du niveau d'existence de leurs populations.

Notre orateur s'enflamme lui aussi contre l'AGETAC (GATT) qui affecte d'ignorer les mesures protectionnistes prises par les Etats-Unis et le Japon [8] ainsi que les dévaluations compétitives pratiquées par certaines nations et les blocs régionaux qui se constituent les uns contre les autres.

Donc Philippe Séguin rappelle que l'AGETAC n'est qu'un système provisoire qui aurait dû faire place à une Organisation Internationale du Commerce dans le cadre des Nations Unies. Cette organisation prévue par la Charte de la Havane (1947) n'a jamais été créée en raison de l'opposition des Etats-Unis. Avec l'accord du financier international, Jimmy Goldsmith, il propose donc la *dissolution pure et simple du GATT*. Croit-il que cela soit vraiment réaliste comme d'ailleurs la plupart de ses autres propositions ? Pense-t-il vraiment être en mesure de convaincre ses propres amis ?

Je crois plutôt que ce n'est pas la chèvre, mais M.Séguin lui-même qui sera dévoré un jour au petit matin par le grand loup capitaliste.

———

1. Journal télévisé de France 2.
2. Heureux les actionnaires de "Nobel Plastiques" dont les salariés (à 85%) ont accepté de prêter de l'argent (de 500 F à plus d'un mois de salaire) à leur entreprise (Le Monde 13.7.93).
3. Rappelons ces critères : en plus du déficit budgétaire qui ne devrait pas dépasser 3 % du PIB (nous en sommes à 5 % selon le rapport Raynaud) l'inflation ne doit pas dépasser de plus de 1,5 point la moyenne des trois meilleurs pays, la dette publique doit être inférieure à 60 % du PIB, les taux d'intérêt à long terme doivent rester au-dessous de 2 points par rapport aux trois meilleurs pays et la monnaie ne pas avoir connu de tensions graves depuis deux ans.
4. Institut Monétaire Européen.
5. Exactement 880 milliards de dollars au cours d'une journée moyenne d'avril 92 selon la Banque des Règlements Internationaux.
6. Lorsqu'elles seront reconstituées, car chacun sait que lors de la dernière attaque sur le franc qui a conduit à porter de 2,25 à 15 % de part et d'autre du taux pivot les marges de fluctuation des monnaies du serpent (2 août) les réserves de la Banque de France étaient tombées pratiquement à 0.
7. GR n° 925.
8. Le 16 août 93, Peter Sutherland, directeur général de l'AGETAC lance un appel à tous les consommateurs du monde contre le protectionnisme dont les acheteurs les plus modestes font les frais.
Il cite l'exemple du riz qui est cinq fois plus cher au Japon qu'aux Etats-Unis en raison de l'interdiction d'importer dans ce premier pays.

Initiative

Deux distributistes et espérantistes ont entrepris de parler d'économie distributive
dans la revue *Esperanto 95*.
Une excellente initiative pour faire comprendre nos analyses bien au-delà des frontières linguistiques.

Rappelons à tous les lecteurs intéressés que nous disposons du résumé de nos thèses traduit en espéranto.

Des pacifistes ont compris le rôle du système capitaliste dans la course et le commerce des armes *. Nous avons reçu de nos amis de l'Union Pacifiste leurs commentaires au sujet de leur proposition de loi que nous avons déjà signalée à nos lecteurs. En voici l'essentiel.

le désarmement unilatéral

par André Weiss et Francisca Martinez
Membres du C.A. de l'Union Pacifiste

Depuis le 22 avril 1993, il existe une proposition de loi relative au Désarmement unilatéral de la France (cf la *G. R.* n°924). Pour arriver à ce résultat, il a fallu la détermination d'un sénateur socialiste Franck Serusolat et la volonté opiniâtre de toute une génération de pacifistes, regroupés en majorité au sein de l'Union Pacifiste. Le dépôt officiel de cette proposition de loi est un grand succès car elle ouvre un débat qui ne trouvera sa conclusion que dans un changement de société. Si par malheur, le débat était étouffé ou escamoté… la persistance de la société actuelle conduirait inévitablement, comme par le passé, notre pays dans un conflit.

La loi : une rupture, une programmation, une force

Les articles 1 et 4 créent en effet la rupture avec tout un passé. Cette rupture est sans doute ce qui caractérise le plus le pacifisme intégral parmi beaucoup d'autres pacifismes. Certains pacifistes pensent pouvoir arriver progressivement au désarmement sans changer fondamentalement notre "choix" de société. Par exemple, soit en s'attaquant uniquement au nucléaire et aux armes de destruction massive; soit en recommandant une défense nationale minimum, soit en restant dans l'attente d'une défense civile de remplacement.

Conscients, nous aussi que le nucléaire est une arme très dangereuse, nous sommes bien sûr pour sa suppression, mais on ne doit pas oublier que depuis les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, qui ont fait en quelques minutes deux cent mille morts, vingt millions de personnes ont péri dans des conflits utilisant des armes conventionnelles. D'autre part, une défense nationale minimum reste une défense armée et risque même d'être plus dangereuse qu'une absence totale de défense car l'envahisseur éventuel, sachant qu'il peut être malgré tout agressé, a un alibi à sa disposition pour attaquer.

Proposition de loi

Article premier
Toute fabrication et toute exportation d'armements sont interdites sur l'étendue du territoire national. De telles productions sont interdites de transit en France.

Article 2
Les usines, les arsenaux et établissements divers travaillant pour les armées, et éventuellement pour la guerre, sont reconvertis en vue d'intérêts civils.

Article 3
La France autorise tout contrôle international permettant de constater la mise en application de la présente loi.

Article 4
La France procède à la destruction ou à la transformation progressive de tous ses armements en engins de guerre, ainsi qu'à la dissolution par étapes de toutes les armées, de terre, de mer, de l'air.

Article 5
Le gouvernement français est chargé de l'application de la présente loi; il présente tous les quatre ans au Parlement une loi de programmation engageant le processus de désarmement et de reconversion, jusqu'à son aboutissement, tel que défini à l'article précédent.

Article 6
Le gouvernement français est chargé d'entamer le processus de fédération avec tous les autres gouvernements qui adopteraient une loi similaire.

Quant à la mise en place d'une défense civile de remplacement (suggestion intellectuellement séduisante), elle demeure un "vœu pieux" car c'est seulement dans l'action que se construisent les solutions de substitution. Cependant, rupture ne signifie pas transformation immédiate et nous sommes conscients que ce changement de cap ne peut se faire que progressivement, par étapes programmées. L'article 5 de la proposition en est la confirmation.… Rendons-nous à l'évidence : désarmement unilatéral est corollaire de changement de société. Bien sûr, un désarmement partiel, dans une période donnée, peut toujours intervenir dans le système capitaliste actuel mais il est illusoire, car c'est souvent la technicité et/ou le profit qui le commandent pour réorienter les fabrications vers un armement encore plus sophistiqué et plus destructeur. Le désarmement total d'un pays, décrété unilatéralement, signifie que son peuple veut sortir d'un schéma d'exploitation de l'homme par l'homme, pour s'orienter vers une relation fraternelle et bâtir une société nouvelle… qui ne pourra s'établir, répétons-le, que dans l'action. L'article 3 conduit précisément à une relation différente entre les peuples, en exigeant la transparence. En effet, la France *"ayant désarmé unilatéralement",* doit conserver sa place à l'ONU, devenant, dans le concert des nations, un exemple. Elle pourra, par son droit de veto, s'opposer à toute intervention militaire sous l'égide des Nations Unies. Si, à l'époque de la guerre du Golfe, les représentants de la France avaient été ceux d'un pays sans armes, ils se seraient opposés à cette guerre et finalement ne l'auraient laissé faire que par le pays qui la voulait à tout prix : les Etats-Unis. Aujourd'hui, face au drame yougoslave, la France, telle que nous la souhaitons, serait une force pour intervenir (sans armes) entre les belligérants. Actuellement, l'attitude de notre pays est ambiguë : en même temps qu'il mène une action humanitaire, sans

un poète assassiné

C'est avec une très grande émotion que nous avons appris le décès de notre ***poète de la paix***,

Albert Chantraine.

C'est à leur demande que nous laissons à nos amis belges le soin de rappeler sa mémoire, non sans souligner d'abord combien est douloureuse pour nous cette perte d'un militant courageux, irremplaçable :

Un ami, un militant opiniâtre nous a quittés.

Le 21 juin 1993, Albert Chantraine (75 ans), poète-écrivain au service de la Paix, comme il se présentait lui-même, est décédé après 43 ans d'une épreuve impitoyable, cloué au lit à la suite d'une balle reçue le 2ème jour de la guerre, le 10 mai 40.

De son lit, il n'a cessé d'agir, par l'écriture, pour un monde libéré des fantasmes guerriers, de la violence sous ses diverses formes. Et il savait que la première des violences c'est l'exclusion sociale, lorsque l'on est rejeté du circuit économique en tant que chômeur, par un système dit "libéral", impitoyable.

Ayant découvert l'économie distributive, ayant pris le temps de l'étudier à fond et de réfléchir aux implications socio-économiques de son installation, il en devint un fervent défenseur. Il collaborait à de nombreuses revues internationales et la Grande Relève publiait régulièrement sa pensée depuis 1976. Il n'a cessé de proclamer sous diverses formes, avec des mots simples, la nécessité d'un changement radical de système économique pour changer les rapports sociaux entre les Hommes de la planète - car il était mondialiste, évidemment -

Donateur généreux pour que se développe la Grande Relève, il a jusqu'à ses derniers jours proclamé :

en répandant la Vérité,
tu te sauves toi-même,
et tu sauves aussi les hommes
qui auront voulu t'écouter.

A sa femme, qui l'a soutenu dans cette terrible épreuve, à son fils, le Groupe Liégeois pour l'Economie Distributive et la Grande Relève témoignent leurs sentiments d'amitié émue.

Albert, ton exemple nous stimule !

Lucien Gosset, GLED Liège Belgique

(Ses écrits peuvent être commandés au GLED, 21, rue C.Hansez, 4630 Micheroux, Belgique).

doute utile, il entretient le conflit puisque la France reste le troisième exportateur d'armes dans le monde.L'article 6 veut donner à la France un rôle moteur, notamment à l'ONU, pour une action efficace en faveur de la paix… mais une telle France ne serait-elle pas alors boutée hors de l'*honorable assemblée* ?

La loi, amorce d'un changement

Cette loi, une fois adoptée, soit au Parlement, soit par voie référendaire, conduira à terme à un changement total de société. Il y a parfois querelle, à savoir s'il faut d'abord changer de société pour désarmer ou bien désarmer pour changer de société. C'est un faux débat, les deux actions ne peuvent qu'avancer ensemble. Si l'on veut changer de société sans désarmer, on peut être amené à se servir des armes pour imposer cette *nouvelle société*. Or, une société qui arrive par les armes ne peut se maintenir que par les armes. Si par ailleurs, on veut appliquer le désarmement unilatéral sans changer la société (capitaliste), c'est l'échec assuré. Le système actuel ne peut se maintenir que par l'entretien des rivalités, des oppositions, des conflits et des guerres.

Cependant, à l'Union Pacifiste, nous pensons que le **Désarmement Unilatéral** peut (et doit) s'amorcer dans le système actuel et qu'alors, dans cette démarche salutaire, les acteurs, se rendant compte de l'impossibilité d'aboutir, seront vite conduits à envisager une solution de remplacement, réalisable rapidement et une réponse à tous ceux qui prétendent que désarmement = chômage. De nombreuses analyses l'on montré : l'outil de production est suffisant pour satisfaire les besoins de tous. Quant au revenu de chacun, il doit être basé sur cette production et non sur le travail. Cette vision de la vie entraîne un changement radical dans les mentalités. L'individu, délivré d'une grande partie du travail contraint, pourra s'épanouir enfin. La littérature, les arts, les loisirs, le sport… seront les bénéficiaires de ce rendez-vous avec l'homme.

En conclusion, soit nous saurons favoriser cet idéal de paix et l'humanité franchira un grand pas vers plus de fraternité et de solidarité, soit nous laissons le destin de l'homme aux mains de quelques "*puissants"* qui nous dictent *leur* loi… et les jours les plus sombres nous attendent.

———

* Nous avons en même temps reçu de M.O., de Veynes, dans les Hautes-Alpes, un article d'un journal local faisant le portrait d'un antimilitariste convaincu, Jean-Pierre Blache, qui vient de créer un *"mouvement qui se fixe comme but de démilitariser la France et instaurer un système économique plus juste, l'économie distributive"*.

Réflexions d'un zélateur distributiste

Quoique domicilié en Suisse, c'est aux principaux responsables du Parti socialiste français que j'ai adressé ma **Défense et illustration de l'économie distributive,** *convaincu que la Gauche française pourrait plaider et faire triompher la cause distributiste. Ce choix s'appuie aussi sur les raisons données à la page 91 des* **Affranchis de l'an 2000**.

Quelques réponses me permettent de penser que le message est entendu, sinon pris déjà suffisamment au sérieux.

En Suisse même, au cours de débats ou de simples conversations, on me pose des questions au sujet des investissements lourds et des échanges avec l'étranger en économie distributive. Je renvoie mes interlocuteurs aux textes de Jacques Duboin et de l'auteur des Affranchis. Mais surtout, j'insiste sur le fait qu'il serait aberrant de prétendre résoudre d'avance les problèmes qui se poseront "sur le terrain", l'avènement du nouveau régime enfin survenu. Aucun penseur, fût-il le génial Jacques Duboin, ne peut ni ne doit se substituer aux assemblées et aux exécutifs élus démocratiquement qui seront chargés de la gestion de la nouvelle économie…Autre sujet de réflexion, plus sérieux à mon sens : la critique d'une société "socialiste" par Voslensky dans sa Nomenklatura où sont décrits les dangers menaçant un régime qui, tel le nôtre, aura répudié la recherche du profit, mais devra résoudre la question des hiérarchies de pouvoir ; d'autre part, la critique d'une société d'abondance élaborée dans **L'homme unidimensionnel** *d'Herbert Marcuse, qui constate en décrivant la société américaine des années 60, capable, selon lui, de répondre à tous les désirs des citoyens, que ces derniers, comblés, perdent toute velléité de réflexion critique. Nous ne saurions trop nous préoccuper de l'avertissement de Marcuse :* ***«La meilleure satisfaction des besoins est certainement la tâche et le but de toute libération, mais, en progressant vers ce but, la liberté elle-même doit devenir un besoin…»***.

Roger-Louis Junod, écrivain

***

Il faut remercier Jean-Pierre Mon d'avoir traduit, dans le numéro de juillet, un article de William Burger, paru dans "Newsweek".

Cet article a en effet le mérite d'oser enfin dire la vérité et, en particulier, que nombre des emplois perdus pendant ces dernières années le sont à jamais. La presse française n'a généralement pas le courage, pourtant indispensable, de ne pas masquer l'évidence. Elle cherche à biaiser, à brouiller les pistes, à endormir la vigilance de ses lecteurs. Elle les prend pour des analphabètes, des attardés mentaux.

…Les E-U d'Amérique ne sont pas vraiment un exemple de justice sociale, mais leur presse se caractérise, souvent, par son indépendance à l'égard du pouvoir fédéral.

B.L., Lyon

***

Membre du PS, je suis en rupture de ce parti "social démocrate" qui a provoqué bien des désillusions, ce que démontre la défaite électorale de la gauche. J'ai tout fait pour y développer les thèses du socialisme distributif, mais hélas sans résultats : Il faut faire l'Europe de Maastricht, d'où la nécessité de marier socialisme et libéralisme économique. Autrement dit, passer du socialisme à la social démocratie, qui elle ne postule pas la rupture avec le capitalisme, mais vise seulement à le rendre plus humain grâce aux prélèvements obligatoires… Peut-on être plus utopistes…J'espère au renouvellement d'une gauche socialiste authentique, mais avec d'autres animateurs que ceux qui sont responsables de la déchéance du PS.

O.F., Castera-Verduzan

***

Avec mon gendre, nous avons envoyé un aperçu de ***nos*** *propositions aux Présidents Chirac et Balladur, avant les élections législatives, c'est-à-dire un impôt de solidarité de 10 à 20 % pour commencer, à partir de la somme de 14.000F par mois et par foyer.*

Ces sommes importantes, mais difficiles à chiffrer pour nous, seraient immédiatement injectées dans le circuit économique actuel, pour lui donner du souffle, on verrait alors ceux qui sont contre la loi. Le peuple jugerait.

A qui donner cet argent? Aux plus démunis, c'est-à-dire aux petits retraités, aux petits salariés, aux petits boulots de toutes sortes, aux chômeurs à bout de droits, sauf, pour le moment, aux RMI, car il faut faire une différence, comme le dit M. Shueller dans son livre "La révolution de l'économie" écrit en 1941, entre ceux qui produisent et ceux qui ne font rien…

G.N., Gairaut

Réponse : Votre proposition est une augmentation de l'actuelle CSG. Mais REdistribuée aux plus démunis (et non pas comme le fait M. Balladur aux entreprises, en particulier au Bâtiment), cette contribution permettrait de faire perdurer le régime actuel en le rendant moins insupportable aux exclus.

Mais c'est une **véritable distribution**, mieux qu'une **RE**distribution, qui nous semble **adaptée** aux moyens actuels et dont nous essayons de faire comprendre la nécessité quand croit le nombre des exclus…

Encore un fidèle ami qui disparait.

André AUBIN

est décédé le 6 août dernier, à Troyes, il avait 86 ans.

Un homme remarquable, qui s'est éteint dans la sérénité. Il aura défendu nos propositions pendant plusieurs dizaines d'années, l'altération de ses forces physiques n'ayant jamais altéré son zèle.

Nous tenons à exprimer ici nos sincères condoléances à sa famille et en particulier, à son épouse pour qui cettte disparition est une immense douleur. M-L D

l'économie distributive...

Un constat :

L'histoire nous apprend que, depuis son apparition sur la Terre, l'homme a cherché à assurer sa subsistance en exploitant la nature de plus en plus efficacement, c'est à dire, finalement en réduisant le travail qu'il lui fallait fournir. Pour cela, il a inventé des outils de plus en plus perfectionnés. Lents au début, presqu'imperceptibles, ces progrès ont dans les dernières décennies pris un caractère exponentiel, si bien que, dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, automatisés, informatisés…Qui plus est, il a même découvert certains codes de la nature qui lui permettent de la commander, de la modifier et, presque, de lui faire produire ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.
Cette ***Grande Relève des Hommes par la Science*** (1) dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation,** le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure : *on ne peut plus mesurer le pouvoir d'achat à la durée d'un travail accompli.*
Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations radicales du processus de création de biens et de services : c'est ***ce qu'on appelle la crise*** (1)**.**

L'adaptation nécessaire

Les transformations sociales qu'impose l'adéquation du système économique actuel aux nouveaux moyens de création de richesses sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut donc aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".
Cette utopie, c'est l'économie distributive, qui pose en principe que toute production physiquement et écologiquement réalisable doit être accessible à tous. En effet, avec la fin de l'ère de la rareté des biens et des services s'achève l'ére de l'échange : un pouvoir d'achat (salaire pour la plupart des gens) contre un temps de travail. Une double réorganisation s'impose donc : d'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires** à la production, tâches dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologique, d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut s'accroître en fonction des besoins.

Le partage des tâches :

On peut considérer le partage des tâches comme un **service social**, que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins sociaux. C'est son **devoir de citoyen**. Bien que l'opinion "progressiste" en France commence depuis peu à l'envisager, ce partage est une remise en cause totale de la notion d'emploi. Il s'agit en effet de ne plus considérer le "travail" comme l'activité essentielle de l'homme, commandant toutes les autres et déterminant à vie son "niveau social" et d'admettre que d'autres activités, non mesurables en termes économiques, sont, au moins, tout aussi fondamentales.

La distribution du pouvoir d'achat :

Elle se fait en créditant périodiquement, et de sa naissance à sa mort, le compte que chaque citoyen a dans une banque (nouveau régime). Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'une carte à puce (du type de celles existant actuellement ou plus perfectionnée), ou d'un carnet de chèques, s'il préfère. Tout comme aujourd'hui, le montant de l'achat est déduit par sa banque du compte qu'il possède. Rien n'est donc changé pour le consommateur. Par contre, le compte du vendeur n'est pas crédité de ce montant. Autrement dit, dès qu'un bien ou service est parvenu à son consommateur, le crédit correspondant est annulé. **La monnaie distributive ne circule pas**, elle ne sert qu'à acheter, elle ne peut être placée pour rapporter un intérêt (elle n'est pas thésaurisable), elle n'est plus anonyme.
Le montant des crédits à distribuer chaque mois (par exemple) est un problème informatique analogue, sinon plus simple, que celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers. En gros, il consiste à évaluer démocratiquement, à partir des besoins manifestés par les consommateurs, la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte de diverses contraintes (2) et des investissements nécessaires à cette production ainsi que des besoins des services publics. Le montant total du "**revenu social**" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée pour la période considérée et la valeur des investissements nécessaires à réaliser cette production. Considérant que tous les citoyens d'une même région (au sens large), puisqu'ils sont tous et au même titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J. Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**.
Evidemment, on ne peut atteindre cet objectif qu'à long terme, la plupart des hommes n'étant pas prêts culturellement à un tel changement. Il est donc nécessaire de prévoir un certain nombre de mesures transitoires.

→

———

(1). Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

———

(2). d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

...en quelques lignes

Les mesures de transition :
Quelques groupes de réflexions particulièrement avancés, en France, en Europe, et plus généralement dans le monde industrialisé, envisagent depuis quelques années l'instauration d'un revenu minimum, égal pour tous, associé éventuellement à un travail rémunéré, de façon à maintenir une hiérarchisation des revenus. Nous considérons cette "**allocation universelle minimale**" comme une première transition vers l'économie distributive, destinée à faire évoluer les mentalités. Et pour avancer un peu plus dans cette voie, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté** déterminé à partir d'un **contrat civique** (3) renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.
En bref, l'objectif du contrat civique est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, d'innover, de faire preuve d'originalité et surtout de faire valoir ses diverses activités (4), même celles qui ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles. Simple définition du service civil choisi, ou projet ambitieux de création d'entreprise, le contrat civique est conclu entre chaque citoyen et des instances compétentes, tout projet de contrat à examiner devant faire l'objet d'une très large publicité préalable.
Ces instances doivent être mises en place au niveau adapté à l'envergure du projet (autrement dit, en respectant le principe de subsidiarité), et composées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de consommateurs siégeant à titre personnel.

Nous vous proposons ci-dessous quelques ouvrages qui vous permettront d'approfondir votre réflexion.

M-L D.

———
(3) voir notre N° 901

———
(4) lire "Les affranchis de l'an 2000".

◊ *Pour faire réfléchir autour de vous:*

**** un livre plein d'humour :***

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques, (65 F, franco),

**** une petite brochure à diffuser :*** **L'éCONOMIE LIBÉRÉE**, par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes. Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques, (22 F, franco).

◊ *Pour votre réflexion personnelle :*

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails, (Edition Syros, 85 F, franco).

◊ *Pour animer une discussion :*

* une brochure écrite dans le style d'une conversation, reproduisant le texte d'une conférence d'André PRIME (20 F, franco) :

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN.

◊ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses :*

* un numéro hors série (Janvier 1992), permettant de prendre rapidement connaissance de nos propositions :

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS, (25 F franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.
Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris

Ces deux pages de résumé sont disponibles sous forme d'un tract, au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.